



## Assemblée générale

Distr. générale  
14 février 2012

Français et anglais seulement

---

### Conseil des droits de l'homme

#### Dix-neuvième session

Point 7 de l'ordre du jour

**La situation des droits de l'homme en Palestine  
et dans les autres territoires arabes occupés**

### **Exposé écrit\* présenté par le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), organisation non gouvernementale sur la liste**

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit suivant, qui est distribué conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[3 février 2012]

---

\* Exposé écrit publié tel quel, dans la/les langue(s) reçue(s), sans avoir été revu par les services d'édition.

## **Le peuple palestinien est soumis à un régime institutionnalisé de domination considéré comme apartheid en vertu du droit international<sup>1</sup>**

Du 5 au 7 novembre 2011, s'est tenue à Cape Town (Afrique du Sud) la troisième session du Tribunal Russell sur la Palestine<sup>2</sup>. Le Tribunal Russell sur la Palestine (TRP) est un tribunal populaire des consciences créé pour agir face aux injustices et aux violations du droit international qui ne sont pas prises en compte par les juridictions légales internationales ou qui, quand elles le sont, continuent de se perpétrer en toute impunité du fait du manque de volonté politique de la communauté internationale.

Le TRP a été conçu dans le même esprit que le Tribunal sur le Vietnam (1966-1967), mis sur pied par l'éminent savant et philosophe Bertrand Russell, et le Tribunal sur les dictatures en Amérique Latine (1974-1976) organisé conjointement avec la Fondation internationale Lelio Basso pour le droit et la libération des peuples. Il ne s'inscrit pas dans un rapport concurrentiel avec les autres juridictions (nationales ou internationales) mais dans une complémentarité visant à faire appliquer le droit dans le traitement du conflit israélo-palestinien.

Le Comité de parrainage international du TRP se compose d'éminentes personnalités, telles que des Prix Nobel, un ancien Secrétaire général des Nations Unies, des anciens chefs d'État, des personnes ayant exercé de hautes fonctions politiques, ou encore des représentants de la société civile.

Le Jury du TRP est composé de personnalités internationales connues pour leurs actions et leur intégrité morale: Stéphane Hessel (Ambassadeur de France), Mairead Corrigan Maguire (Prix Nobel de la Paix 1976), John Dugard (ancien rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'Homme dans les Territoires palestiniens occupés), Lord Anthony Gifford (fondateur du cabinet d'avocats Gifford Thompson & Bright), Gisèle Halim (ancienne Ambassadrice de France auprès de l'UNESCO), Ronald Kasrils (ancien Ministre - Afrique du Sud), Michael Mansfield (Président de la Haldane Society of Socialist Lawyers - Royaume-Uni), José Antonio Martín Pallín (magistrat émérite de la Cour Suprême - Espagne), Cynthia McKinney (ancienne Membre du Congrès américain), Alberto San Juan (acteur - Espagne), Yasmin Sooka (directrice de la Fondation pour les Droits de l'Homme - Afrique du Sud), Aminata Traoré (ancienne Ministre de la Culture - Mali), Alice Walker (poétesse et écrivaine - États-Unis).

Après les auditions et délibérations du jury, les conclusions de la troisième session du Tribunal Russell sur la Palestine, sont les suivantes:

### **I. Apartheid**

Le tribunal conclut qu'Israël soumet le peuple palestinien à un régime institutionnalisé de domination considéré comme apartheid en vertu du droit international. Ce régime discriminatoire se manifeste sous une intensité et des formes variables à l'encontre de différentes catégories de Palestiniens selon le lieu de résidence. Les Palestiniens vivant sous le régime militaire colonial en Territoire palestinien occupé sont soumis à une forme

---

<sup>1</sup> Extraits de la synthèse de la 3ème session du Tribunal Russell sur la Palestine (<http://www.russelltribunalonpalestine.com/en/sessions/south-africa/south-africa-session-%e2%80%94full-findings/cape-town-session-summary-of-findings-french>)

<sup>2</sup> [www.russelltribunalonpalestine.com](http://www.russelltribunalonpalestine.com)

d'apartheid particulièrement grave. Les citoyens palestiniens d'Israël, bien que jouissant du droit de vote, ne font pas partie de la nation juive en vertu du droit israélien et sont dès lors privés des avantages découlant de la nationalité juive et soumis à une discrimination systématique touchant une vaste gamme de droits de l'Homme reconnus. Indépendamment de ces différences, le Tribunal conclut que les pratiques d'Israël à l'égard du peuple palestinien, où qu'il réside, peuvent être qualifiées, dans leur ensemble, de régime d'apartheid.

L'État d'Israël est légalement tenu de respecter l'interdiction d'apartheid comme le stipule le droit international. En plus d'être considérée comme crime contre l'humanité, la pratique de l'apartheid est universellement interdite.

L'apartheid est proscrit par le droit international à la suite de l'expérience d'apartheid qu'a connue l'Afrique australe et qui répond à des caractéristiques propres.

Les actes inhumains individuels commis dans le contexte d'un tel système sont qualifiés en droit international de crimes d'apartheid. Le jury a reçu de nombreux témoignages prouvant que des actes pouvant être qualifiés d'«actes inhumains» sont perpétrés à l'encontre du peuple palestinien par les autorités israéliennes, entre autres:

- la privation à large échelle de la vie de Palestiniens par le biais d'opérations et d'incursions militaires, une politique officielle d'«exécutions ciblées» et le recours à la force meurtrière contre les manifestants;
- la torture et le mauvais traitement de Palestiniens dans le cadre de la privation généralisée de liberté découlant de politiques d'arrestations arbitraires et de détentions administratives sans chef d'accusation. Le jury considère que de telles mesures vont fréquemment au-delà de ce qui peut raisonnablement se justifier pour des raisons de sécurité et constituent une forme de domination sur les Palestiniens en tant que groupe;
- les violations systématiques des droits de l'Homme qui empêchent le développement des Palestiniens et les maintiennent, en tant que groupe, à l'écart de la vie politique, économique, sociale et culturelle. Les réfugiés palestiniens déplacés sont également victimes d'apartheid puisqu'on leur refuse le droit de regagner leur foyer et que des lois les privent de leurs droits à la propriété et à la citoyenneté. Les politiques de transfert forcé de la population demeurent généralisées, particulièrement en Territoire palestinien occupé;
- les droits civils et politiques des Palestiniens sont sérieusement limités, y compris les droits de circulation et de séjour ainsi que les droits à la liberté d'opinion et d'association. Des politiques israéliennes discriminatoires réduisent également fortement les droits socio-économiques des Palestiniens dans les domaines de l'éducation, de la santé et du logement.

Depuis 1948, les autorités israéliennes mènent des politiques concertées de colonisation et d'appropriation de Territoires palestiniens. De par sa législation et ses pratiques, l'État d'Israël a séparé les populations juive-israélienne et palestinienne et leur a alloué des espaces différents. Le niveau et la qualité des infrastructures, des services et de l'accès aux ressources, varient selon le groupe auquel on appartient.

Les actes inhumains repris ci-dessus n'arrivent pas par hasard et ne constituent pas des actes isolés. Ils sont suffisamment répandus, intégrés et complémentaires pour être qualifiés de systématiques. Ils sont à ce point enracinés dans la législation, dans la politique générale et dans les institutions officielles qu'ils peuvent être qualifiés d'institutionnalisés. Le système juridique israélien octroie un statut privilégié aux Juifs par rapport aux non-Juifs par le truchement de ses lois sur la citoyenneté et sur la nationalité juive. Celles-ci ont créé un groupe privilégié dans la plupart des domaines de la vie publique, y compris les droits de

séjour, la propriété foncière, l'urbanisme ainsi que l'accès aux services et aux droits sociaux, économiques et culturels.

## **II. La persécution en tant que crime contre l'humanité**

La plupart des témoignages entendus par le Tribunal en matière d'apartheid sont également valables en matière de persécution. Celle-ci constitue un autre crime contre l'humanité et peut être retenue par rapport aux pratiques israéliennes en vertu du principe du cumul des charges. La persécution implique la privation grave et intentionnelle de droits fondamentaux à l'encontre de membres d'un groupe identifiable dans le cadre d'attaques généralisées et systématiques contre une population civile. Le Tribunal conclut que les preuves qui lui ont été présentées lui permettent d'établir l'existence de persécutions dans le cadre des actes suivants:

- le siège et le blocus de la Bande de Gaza comme moyen de châtement collectif de la population civile;
- la prise pour cible de civils lors d'opérations militaires d'envergure;
- la destruction de logements civils non justifiée d'un point de vue militaire;
- l'impact négatif du Mur sur la population civile et du régime qui lui est associé en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est;
- la campagne concertée d'évacuation et de démolitions forcées de villages bédouins non reconnus dans la région du Néguev au sud d'Israël.

## **III. Mesures requises et recommandées**

Le Tribunal Russell sur la Palestine appelle résolument toutes les parties concernées à agir dans le respect de leurs obligations légales.

Par conséquent, le Tribunal exhorte:

- l'État d'Israël à mettre immédiatement fin au système d'apartheid qu'il impose au peuple palestinien, à abroger toutes les lois et pratiques discriminatoires, à ne plus adopter de lois discriminatoires supplémentaires et à cesser immédiatement les actes de persécution contre les Palestiniens;
- tous les États à coopérer afin de mettre un terme à la situation illégale qui découle des actes d'apartheid et de persécution pratiqués par Israël. Compte tenu de l'obligation de ne pas prêter aide ou assistance, tous les États doivent envisager des mesures appropriées afin d'exercer une pression suffisante sur Israël, notamment par l'imposition de sanctions ou la rupture des relations diplomatiques, que ce soit de façon collective par le biais d'organisations internationales ou, en l'absence de consensus, de façon individuelle en rompant les relations bilatérales avec Israël;
- le Procureur de la Cour pénale internationale à se déclarer compétent comme l'ont requis les autorités palestiniennes en janvier 2009 et à ouvrir une enquête «dans les plus brefs délais», comme le demande le «Rapport Goldstone», sur les crimes internationaux commis en Territoire palestinien depuis le premier juillet 2002, y compris les crimes d'apartheid et de persécution;
- la Palestine à adhérer au Statut de Rome de la Cour pénale internationale;
- l'Assemblée générale des Nations Unies à reconstituer le Comité spécial des Nations Unies contre l'apartheid et à convoquer une session extraordinaire pour examiner la

question de l'apartheid contre le peuple palestinien. À cet égard, le Comité devrait, afin d'adopter des mesures appropriées, dresser une liste des individus, des organisations, des banques, des sociétés, des entreprises, des organisations caritatives et des autres organes publics ou privés qui coopèrent au régime d'apartheid d'Israël;

- l'Assemblée générale des Nations Unies à réclamer un avis consultatif à la Cour Internationale de Justice comme l'ont demandé l'ancien et l'actuel Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'Homme dans les Territoires palestiniens occupés ainsi que le Conseil pour la recherche en sciences humaines d'Afrique du Sud. Ceci afin d'analyser la nature prolongée du régime israélien

---